Le Monde 26/01/17 ??

Titre donné par Le Monde : « inventons de nouvelles formes de vie »

**Il n’y a pas de « monde commun »**

Le « commun » est un mot d’époque. Et pour cause ! Jamais peut-être n’avons-nous éprouvé à ce point le manque de « monde commun ». Guerres atroces, affirmation morbide des identités religieuses et nationales, égoïsme des oligarchies qui ne veulent rien lâcher de leur pouvoir : parler de « monde commun » relève d’une ironie grinçante, de l’antiphrase ou de l’illusion. Le commun ne peut exister là où la concurrence la plus brutale pour l’accumulation des richesses a été érigée en loi du monde et aggrave de jour en jour les fractures sociales et les désastres écologiques. Le néolibéralisme est la négation violente de tout monde commun. La réaction religieuse et nationaliste, qui prétend lutter contre la dissolution des liens communautaires, vient en réalité attiser la guerre généralisée par le fanatisme et la haine des autres. La Communauté de la croyance en Dieu comme celle de l’appartenance à la Nation ne font pas « monde commun », elles fragmentent et déchirent à l’extrême les sociétés et l’humanité.

L’expression de « monde commun » est trompeuse en ce qu’elle donne à entendre que le monde est d’emblée « objectif » et que nous le partageons avec autrui. Mais que vaut cette idée ? Que vaut-elle aujourd’hui pour nous qui avons à *agir* dans des conditions politiques et sociales déterminées ? Nous vivons à l’ère de la globalisation néolibérale qui impose l’image d’un « monde homogène » auquel nous aurions les uns et les autres à nous adapter. L’évidence d’un même monde donné à tous est activement fabriquée et entretenue par tout un système de pouvoir à l’échelle mondiale. Elle sert à justifier le large consensus en faveur du néolibéralisme qui réunit aujourd’hui droite et gauche. N’est-ce pas justement de cette évidence qu’il faut nous défaire pour agir selon l’exigence du commun ? L’essentiel est de comprendre que *le commun n’est pas donné*, pas plus sous la forme d’une communauté d’appartenance que sous la forme d’un monde commun, il est à construire *contre* l’évidence d’un même monde partagé, précisément en inventant de nouvelles formes d’agir capables de produire de nouvelles formes de sentir et de nouvelles formes d’interprétation, bref en inventant de nouvelles *formes de vie*.

Seul le combat pour le commun permettra de « faire monde ». Quant au monde tel qu’il est, il est quant à lui traversé par l’affrontement de deux logiques, de deux rationalités. La logique dominante est la logique de l’oligarchie néolibérale à la quelle participent activement les prétendus « anti-système ». La logique alternative, celle du *commun*,n’a pas encore trouvé son expression de masse, ses cadres institutionnels, sa grammaire politique. Elle est pourtant en gestation, elle se cherche et s’expérimente aujourd’hui dans les mouvements sociaux, les luttes, les pratiques.

Un grand cycle mondial s’est en effet ouvert à partir de 2011 avec ce que l’on a appelé le « mouvement des places » : de la Puerta del Sol à Madrid jusqu’à Nuit debout à Paris en 2016, en passant par Istanbul, Le Caire, Tel Aviv, New York, Hong Kong. Ces mouvements ne sont pas des éruptions accidentelles et passagères, des jacqueries dispersées et sans but. Ils se prolongent aujourd’hui à travers des expérimentations multiformes qui font prévaloir pratiquement la logique de l’usage commun contre celle de la propriété. Celle de Notre Dame des Landes ou celle de l’Asilo Filanghieri de Naples occupé depuis plusieurs années et dédié aux activités culturelles (cinéma, danse, théâtre). Celle aussi du Bâtiment 7 à la Pointe St Charles de Montréal qui, au terme d’une révolte populaire de plus de dix ans contre l’implantation d’un Casino, porte le projet collectif d’un centre multifonctionnel autogéré. Mais celle aussi de « Barcelone en commun » qui cherche à réorganiser le gouvernement municipal et la gestion des coopératives à partir du même principe.

Car ce qui émerge à la faveur de ces mouvements, c’est ce que nous appelons le principe *du* commun (au singulier): il n’est d’obligation politique légitime que celle qui procède de la participation à une même activité. En somme, pas de coobligation sans coparticipation au processus de délibération et de décision. C’est là le véritable sens que porte la revendication d’une « démocratie réelle » : nous ne pouvons remettre entre les mains d’une petite minorité de professionnels de la politique le soin de décider et d’agir en notre nom et à notre place de ce qui nous concerne tous. La représentation politique consiste en une véritable expropriation de la capacité collective des citoyens. Il ne s’agit pas simplement de la « démocratie de proximité » requise par la gestion collective des espaces urbains ou, au-delà, de ce que l’on convient souvent d’appeler les « biens communs » (la connaissance, l’eau, le climat, les services publics, etc.). Il s’agit de la démocratie comprise dans son sens le plus radical, comme co-participation effective de tous les citoyens aux affaires publiques. Ce n’est pas une exigence abstraite, c’est une condition de possibilité du gouvernement des « biens communs » eux-mêmes. Sans cette exigence il est impossible non seulement de gérer, mais même d’identifier les « biens communs » : c’est à chaque fois à la société elle-même de déterminer ce qui est un « bien commun » et ce qui ne l’est pas en fonction de l’appréciation collective qu’elle porte sur les besoins de la personne humaine. Une telle détermination n’est pas, tant s’en faut, l’affaire exclusive des juristes ou des experts. Elle ne peut procéder que de l’« auto-organisation » de la société, ou, pour le dire avec Castoriadis, de l’« auto-institution » de la société. Sans cette activité d’auto-institution, aucun « vivre-ensemble » n’est possible : pour citer Aristote, « vivre ensemble (*suzên*) implique un agir commun (*sunergein*, un co-œuvrer)»[[1]](#footnote-1).

1. Aristote, *Ethique à Eudème*, GF Flammarion, 2013, p. 265 (traduction modifiée). [↑](#footnote-ref-1)